

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la Société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 54 (1913), p. 641-651

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1913\\_\\_54\\_\\_641\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__641_0)

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 12. — DÉCEMBRE 1913

### I

#### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 NOVEMBRE 1913

**SOMMAIRE.** — Adoption du procès-verbal de la séance du 15 octobre 1913 — Nomination de cinq membres honoraires associés — Nomination de cinq membres titulaires — Necrologie : M. Chalvet — Distinction honorifique : Prix Nobel decerné à M. le Dr Charles Richet — Correspondance et présentation d'ouvrages — M. le Secrétaire général — Préparation des élections de décembre — Rapport de M. Fernand Faure sur l'attribution du prix Emile Mercet; proclamation du nom du lauréat : M. Gaston Rouleau — Communication de M. Malzac sur l'assistance aux vieillards en France et en Angleterre

La séance est ouverte à 21 heures sous la présidence de M. CADOUX, président. Le procès-verbal de la séance du 15 octobre 1913 est adopté sans observation.

M. le PRÉSIDENT propose à l'assemblée de nommer membres honoraires associés, pour reconnaître leurs éminentes qualités de statisticiens, les personnalités suivantes :

Son Excellence M. Robert MEYER, ancien ministre des Finances, président de la Commission centrale de Statistique à Vienne;

M. le Dr Victor MATAJA, chef de section au Ministère du Commerce autrichien à Vienne;

Son Excellence M. Ignaz GRUBER, RITTER VON MENNINGER, vice-gouverneur de la Banque Austro-Hongroise à Vienne;

Son Excellence M. le Dr Karl EISTER, RITTER VON EISENHORT, conseiller aulique à la Commission centrale de Statistique à Vienne;

M. le Dr RYGG, professeur d'Économie politique et de statistique à l'Université de Christiania, directeur du Bureau central de Statistique de Norvège à Christiania.

Ces nominations sont votées à l'unanimité (*Vifs applaudissements*). M. le Président rappelle les noms des candidats présentés dans la dernière séance, aucune observation n'étant formulée, MM. Lapessé, Alexandre Stenkiewicz, A. Papinot, Antonin Thomas et Irénée Brochu sont nommés membres titulaires de la Société

M. le Président annonce que la Société de Statistique a perdu un membre que son état de santé éloignait un peu de notre Société depuis deux ans : M. E. Chalvet, entré à la Société en 1886 sous les auspices de MM. de Foville et Paul Chalvet. Il était administrateur honoraire de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre et officier de la Légion d'honneur. Nous nous rappellerons toujours la physionomie

souriante de notre excellent collègue qui est intervenu dans les discussions de notre Société et dont la parole aisée et la science profonde de l'Enregistrement faisaient un causeur intéressant. Nous adressons à la famille de notre regretté collègue l'expression de notre vive sympathie.

M. le Président fait ensuite part à la Société de la bonne nouvelle venue de l'Institut Nobel.

Notre collègue M. le professeur Ch. Richet pensait assister à notre réunion ce soir et nous nous proposons de l'y féliciter, au nom de tous les membres de la Société, de l'attribution du prix Nobel. Des obligations de famille l'ont empêché de venir prendre place à notre séance, mais il a tenu à assister au dîner qui l'a précédée, et à la fin duquel M. le Président a prononcé les paroles suivantes :

« Je vous invite, mes chers Collègues, à lever vos verres en l'honneur de l'un des plus éminents des membres de notre Société, M. le professeur Ch. Richet, qui nous a fait le grand plaisir d'assister à notre dîner.

« Nous l'avons prié d'y venir ce soir pour pouvoir le féliciter, au nom de la Société de Statistique, de la rare et flatteuse distinction : le prix Nobel, qu'il vient d'obtenir, prix que nous avons vu, avec une fierté légitime, décerner une fois encore à un savant français.

« Je n'ai pas qualité pour apprécier ici les mérites de notre hôte comme professeur de physiologie à la Faculté de médecine de Paris ni la haute portée de son œuvre scientifique.

« Vos pairs, vos émules et vos disciples vous ont d'ailleurs, mon cher Collègue, il y a peu de jours, montré leur unanime satisfaction de ce choix par une touchante manifestation qui a appris aux profanes de quelle reconnaissante sympathie vous êtes entouré dans cette école de médecine où vous enseignez depuis tant d'années. En joignant notre tribut d'admiration au leur, je suis très heureux de l'offrir à un esprit d'élite qui, par son adhésion déjà ancienne à notre association, a marqué l'intérêt qu'il attache à la statistique, servante modeste mais indispensable auxiliaire non seulement des études économiques, sociales et politiques, mais encore de toute science basée sur l'observation.

« Messieurs, je vous prie de boire avec moi très cordialement à la santé de notre éminent collègue M. le professeur Charles Richet et je demande à notre hôte de se joindre à nous pour porter la santé de son inséparable ami, le bon poète Charles Epheyre. » (*Vifs applaudissements.*)

M. Charles RICHEL a répondu :

« Monsieur le Président, mon cher Secrétaire général, mes chers Collègues, merci du grand honneur que vous me faites. Je suis d'autant plus touché de votre sympathie que je la mérite moins, ayant toujours été peu assidu à vos séances.

« Et pourtant, en réfléchissant, non ! votre sympathie n'est pas tout à fait injuste ; car j'ai pour la statistique, depuis longtemps, une grande passion, un grand amour. Et bien souvent j'ai l'occasion de dire cette parole de l'Ecclésiaste, qui est la devise du savant et aussi du statisticien : *Omnia in numero et pondere.*

« Vraiment je ne comprends pas qu'on puisse médire de la statistique. Le vulgaire en parle sans la connaître, et il la raille par ignorance, de sorte que je serais presque tenté de croire qu'on peut apprécier la valeur des hommes d'après le goût qu'ils ont pour la statistique. Et, quand je me trouve au milieu de vous, mes chers Collègues, il me sera permis d'ajouter qu'on ne peut pas être un esprit vulgaire quand on croit à la statistique.

« En somme, l'étude de la statistique, c'est l'étude de ce qui est général et universel. Plus un objet est général, plus il ressort de la science. Platon, le plus grand des penseurs peut-être, avait déjà dit que les faits individuels ont moins de réalité et de vérité que les faits abstraits. Le cheval est plus vrai, quand on en conçoit l'image, que les divers chevaux qui déambulent près de nous. Car le cheval, c'est une synthèse, une idée générale et universelle qui contient tous les faits concrets et par conséquent plus d'universel que ces faits épars et disparates.

« La statistique est essentiellement platonicienne. Elle dégage l'universel et le

délivre de l'individuel. L'homme *moyen* est une abstraction, plus vraie pourtant que les hommes divers, si dissemblables, si incohérents, si singuliers.

« Mais, si je me suis passionné pour la statistique, ce n'est pas, il faut bien l'avouer, à cause de Platon, mais parce qu'il n'y a pas de science sans exactitude, sans précision ; et que la statistique est la seule méthode précise qui puisse résoudre les problèmes difficiles.

« Merci donc encore à vous, mes chers Collègues, à vous qui avez consacré tous vos efforts à l'étude de cette belle science, merci de votre sympathie et croyez à toute ma gratitude » (*Applaudissements répétés.*)

Dans la correspondance, M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL signale une lettre de notre charmante collègue M<sup>lle</sup> de Pissargewsky qui remercie la Société des souhaits formulés pour le rétablissement de sa santé ; elle continue d'ailleurs à travailler : on a pu lire dans le journal de novembre son compte rendu très approfondi de l'ouvrage de M. Halbwachs sur Quetelet. (*Applaudissements.*)

La correspondance contient aussi les lettres des maires de Levet et d'Agen donnant de bonnes nouvelles des doyens de notre Société, MM. Serret et Rapin.

M. le Président exprime sa joie de voir nos deux doyens en excellente santé et leur adresse, au nom de tous, les souhaits les plus sincères.

M. le Secrétaire général annonce que notre excellent collègue M. Michaël Koefoed, ayant été appelé par Sa Majesté le roi de Danemark aux fonctions de Directeur général des Domaines et Impôts, a été remplacé par M. Adolph Jensen dans le poste de chef du département de Statistique. Des félicitations seront adressées à nos collègues au nom de la Société. Il en sera adressé aussi à M. Henri Bunle qui a été chargé d'organiser, dans la province de Québec, les services de statistique ; c'est pour le Canada un excellent choix qui contribuera à développer le rayonnement intellectuel de la France dans la province de Québec.

M. le Secrétaire général rappelle l'importance des questions proposées comme sujet d'études par le Comité du Congrès des Sociétés savantes et dues pour la plupart aux suggestions de notre ancien président, M. Alfred Neymarck. Il invite ceux de nos collègues que ces questions intéressent à lire leur énumération à la fin du journal de décembre, et à demander des cartes d'invitation.

La Société a reçu un grand nombre de livres et le Conseil étudie le transfert de la bibliothèque, mine précieuse de renseignements, dans un local plus accessible à nos collègues que les couloirs encombrés de l'Hôtel des Sociétés savantes.

Parmi les livres M. le Secrétaire général signale en particulier :

Les Statistiques de la Suède, de la Norvège, de la Belgique (accidents du travail), de la Hollande, de la Roumanie, etc..., les beaux volumes de statistique publiés par le royaume de Prusse ; les *Medicinal Nachrichten* émanant du ministère de l'Intérieur de ce royaume ; l'*Annuaire statistique de la ville de Paris* ; le *Bulletin de Statistique de l'Administration de l'Enregistrement*, recueil fondé par notre éminent collègue M. Fernand Faure.

Des documents privés moins nombreux nous parviennent. Cependant M. G. Faure nous adresse un livre fort intéressant : le *Guide memento des commissaires de sociétés*, dont on rendra compte dans le *Journal*. Nous avons reçu aussi : *L'homme ne veut plus du salarial*, de M. Designe ; *Banque et opérations de banque*, de M. Combat ; *Notions sur la République Argentine*, qui nous ont été adressées par notre excellent collègue M. Dufourcq-Lagelouse ; *Les Crises périodiques de surproduction*, de M. Aftalion ; le beau rapport de M. G. Thirring sur la Hongrie (1907-1908), au sujet duquel M. Delatour fait remarquer, avec regret, que, contrairement à l'usage des administrations hongroises, M. Thirring a publié son ouvrage en hongrois et en allemand, non en français ; les actes administratifs concernant la ville de Cracovie, de M. Kumaniecki. Au nom de l'Association philotechnique, M. Barriol dépose sur le bureau plusieurs exemplaires de l'intéressant et vivant petit volume de notre collègue M. Girard, intitulé *Les Carrières des Assurances*.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, M. le PRÉSIDENT commu-

que à la Société la liste des candidats proposés par le Conseil pour les diverses fonctions devenant statutairement vacantes à la fin de 1913, savoir :

Pour un an, comme *Président*, en remplacement de M. Cadoux, président sortant, M. Michel HUBER, Vice-Président.

Pour trois ans, comme *Vice-Président*, en remplacement de M. Michel Huber, M. Jules BERNARD.

Pour trois ans, comme *membre du Conseil*, en remplacement de MM. Jules Bernard et Delamotte, MM. Paul MEURIOT et SIMIAND.

Toute candidature proposée par cinq membres au moins, est, de droit ajoutée à la liste dressée par le Conseil, pourvu qu'elle soit conforme aux dispositions des articles 5 et 8 des statuts, et transmise au Secrétaire général dans les huit jours qui suivront la séance de novembre, c'est-à-dire avant le 28 novembre 1913.

M. le Président donne la parole à M. Fernand Faure pour la lecture de son rapport sur l'attribution du prix Émile Mercet.

Le rapport lu par M. Fernand FAURE et chaudement applaudi est reproduit *in extenso* en annexe au présent procès-verbal (p. 645). L'orateur lit ensuite la lettre contenue dans l'enveloppe portant la même devise que le mémoire, lettre qui annonce le dépôt de celui-ci et qui est signée de M. Gaston ROULLEAU (*Vifs applaudissements*).

M. le Président remercie, au nom du Conseil, M. Fernand Faure de son très remarquable rapport dont il met l'approbation aux voix (*Approbation unanime*), et ajoute ses félicitations personnelles à celles que M. Fernand Faure a décernées, d'une manière si solidement motivée, à M. Roulleau.

Il donne la parole à M. Malzac pour sa communication sur *l'assistance aux vieillards en France et en Angleterre*.

M. MALZAC fait d'abord observer que son étude se rapporte à l'année budgétaire qui va, pour la France, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1911 et pour l'Angleterre, du 1<sup>er</sup> avril 1911 au 31 mars 1912.

En ce qui concerne la France, il indique, pour l'année considérée, l'accroissement du nombre des assistés et fait remarquer que l'application de la loi de 1905 n'est pas encore arrivée à la période d'équilibre où les entrées et les sorties se compensent. Les décès n'ont été que de 12 % en 1911, contre 12,3 % en 1910, légère amélioration, que M. Malzac ne croit pas impossible d'attribuer aux plus saines conditions de vie que la loi de 1905 procure aux vieillards. Il analyse ensuite la dépense que le service occasionne et il signale que les frais d'administration y entrent pour 1,25 %. Revenant au nombre des vieillards ayant perçu des allocations mensuelles, il décompose celui-ci d'après le taux des allocations. « La dépense de 51 millions afférente aux allocations mensuelles fait ressortir, dit-il, une moyenne par tête de 124 francs environ par an, soit 10 francs 35 centimes par mois. » Au point de vue juridique, il discute le sens de l'expression « privés de ressources » qui figure dans l'article 1 de la loi. Puis, M. Malzac détermine le nombre des vieillards assistés le 31 décembre 1911 et le rapproche du nombre total des Français âgés d'au moins 70 ans. Il compare les résultats de son calcul avec les résultats auxquels on arrive en étudiant l'assistance retraite accordée par la loi du 5 avril 1910. Quant au rapport du nombre des assistés au nombre total des personnes âgées de 65 à 70 ans, il n'est que de 8 %, tandis que pour les catégories de 70 ans et au-dessus, il atteint 21 %. M. Malzac en conclut que la population laborieuse fait un réel effort pour se suffire pendant la période active de la vie et n'a recours à l'assistance que comme à une nécessité suprême.

Passant à l'Angleterre, il rappelle que, dans ce pays, les pensions de vieillesse constituent un service d'État et que leur taux est le même dans toutes les circonscriptions du Royaume-Uni, l'aptitude à la pension étant déterminée seulement par les ressources plus ou moins faibles que l'intéressé retire de ses biens ou d'autres moyens d'existence. L'orateur dresse le tableau des divers montants de pensions et du total qu'ils forment lorsqu'on les ajoute aux autres revenus des assistés. Ce total peut atteindre 864'50, contre 480 francs en France. M. Malzac présente ensuite le

tableau des nombres de pensionnés anglais et détermine le rapport de ce nombre à celui de la population totale de 70 ans et au-dessus. En Angleterre, comme en France, le nombre des décès de pensionnés n'égale pas encore celui des nouveaux admis à la pension. Quant à la dépense du service, elle forme un total de 299 millions 537.940 francs. « Il n'est pas de pays au monde, dit M. Malzac, qui s'impose de pareils sacrifices pour ses vieillards. »

Enfin, il compare le régime de l'assistance aux vieillards tel qu'il existe en Angleterre, où il tient en quelque sorte lieu d'un système de retraite sans obligations, au régime français des retraites ouvrières et paysannes.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Malzac de sa très intéressante communication et note avec lui la générosité de la loi anglaise ; il estime qu'il serait intéressant de poursuivre la comparaison.

M. Malzac insiste sur l'interprétation différente que l'on donne en France et en Angleterre aux mots « privés de ressources ».

Un très bref échange de vues a lieu entre MM. DESROYS DU ROURE, MEURIOT et SIMON, au sujet de l'émigration irlandaise.

La séance est levée à 22<sup>h</sup> 50.

Le Secrétaire général,  
Alfred BARRIOL.

Le Président,  
Gaston CADOUX.

## II

### ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

#### RAPPORT

SUR LE

## CONCOURS POUR LE PRIX ÉMILE MERCET

MESSIEURS,

C'est en se laissant inspirer par le souvenir et par la pensée même d'Émile Mercet que le Conseil de la Société de Statistique de Paris a choisi le sujet du concours qui porte le nom de notre cher ancien président.

Il s'agissait pour nous de trouver l'occasion de rendre un nouvel hommage à un homme qu'un labeur tenace, une intelligence ouverte avaient conduit de la modeste fonction d'employé de banque aux situations les plus enviées de la haute banque française. Ceci nous invitait à emprunter le sujet du concours à une catégorie de phénomènes économiques dans laquelle se révèle avec éclat le rôle que jouent les banques à notre époque. L'escompte n'est-il pas, aujourd'hui, « la principale fonction (1) » ou, tout au moins, une des œuvres maîtresses de l'industrie de la banque ? Les effets de commerce ne sont-ils pas comme la matière première de l'escompte ? Et quelle matière première ? La circulation des effets de commerce sert de point de départ et de point d'appui à des échanges de marchandises et de capitaux qui se chiffrent, pour chacun des grands pays du monde, par vingtaines de milliards, si on considère le commerce intérieur, et par dizaines de milliards, si on considère le com-

---

(1) Voir PAUL LIROY-BEAUTIEN, *Tratado teórico et práctico d'Economía política*, 4<sup>o</sup> edit., t. III, p. 410.

merce international. C'est par elle qu'on parvient à multiplier les échanges, tout en réduisant de plus en plus l'emploi de la monnaie métallique, et qu'on peut transporter celle-ci d'une place, ou même d'un pays dans un autre, par l'envoi d'une simple feuille de papier. C'est par elle surtout qu'on voit se réaliser cette merveilleuse succession d'opérations de crédit à court terme qui permet au travail national de ne s'arrêter jamais et qui constitue, suivant la formule originale de Schmoller (1), comme « une grande chaîne fiduciaire solidarisée reliant le présent économique à l'avenir ». Il n'est guère de phénomène qui soit plus intimement mêlé à toute la vie économique des peuples modernes, qui puisse exercer une influence plus décisive non seulement sur l'échange mais encore sur la production et la consommation des marchandises. Et c'est justement pourquoi on a eu raison de voir en lui un de ces indices expressifs à l'aide desquels on pourra peut-être, un jour, construire le baromètre économique et social que nous attendons encore, en dépit des efforts de tant de savants et ingénieux statisticiens.

Mais nous avons une raison plus spéciale de faire porter notre choix sur l'admirable instrument de crédit qu'est aujourd'hui l'effet de commerce. Nous savions que sa création et son emploi avaient souvent attiré les réflexions d'Émile Mercet. Nous nous souvenions de cette séance de la Société de Statistique de Paris, tenue le 17 décembre 1902, sous sa présidence, et dans laquelle, après avoir longuement discuté sur les effets de commerce, à propos d'une instructive communication de notre confrère M. Gaudin, les orateurs les plus compétents en la matière s'étaient trouvés d'accord pour proclamer l'insuffisance de notre documentation statistique. Or, il n'y avait rien de changé, à cet égard, en 1910, au moment où nous devons ouvrir un concours en vue d'attribuer le prix triennal que la générosité de notre ancien président avait mis à la disposition de la Société de Statistique de Paris. Une étude statistique approfondie des effets de commerce restait à faire et nous paraissait toujours éminemment désirable. Comment n'eussions-nous pas été tentés par le désir de rattacher au nom d'Émile Mercet la publication d'un travail de nature à combler cette lacune ?

C'est ainsi que nous fûmes amenés à adopter le sujet libellé dans ces termes :

### **Étude statistique sur les effets de commerce.**

*(Nombre. Répartition par valeur nominale. Durée. Circulation. Taux d'escompte. Frais d'encaissement, etc.)*

Ce titre avait le double avantage d'être à la fois très bref et très clair. Il n'exigeait aucun commentaire. Les concurrents ne pouvaient pas s'y tromper. Il s'agissait principalement d'une étude statistique à faire. Se trouvaient donc exclues et l'étude juridique et l'étude historique et l'étude économique dont les effets de commerce peuvent être le très intéressant objet. On ne devait demander au droit, à l'histoire, à l'économie politique que des indications tout à fait accessoires, strictement limitées à la mesure indispensable pour accompagner la présentation des données statistiques. La réunion de ces données, l'indication et la critique des moyens employés pour les obtenir, voilà l'objet essentiel proposé à ceux que notre concours pouvait intéresser. Des chiffres et encore des chiffres, voilà ce qui leur était demandé. Si

---

(1) Voir *Principes d'Économie politique*, trad. franç., t. III, p. 162.

un doute avait pu naître dans leur esprit, il leur suffisait de se rappeler que le sujet était mis au concours non par une Société d'Économie politique, ou par une Société d'études juridiques, mais par la *Société de Statistique* de Paris.

A la date du 30 juin 1912, trois mémoires remplissant toutes les conditions matérielles fixées par notre avis relatif au concours avaient été adressés à notre Secrétaire général.

Ces trois mémoires sont, à coup sûr, très différents, très inégaux, comme on en jugera par les détails qui vont suivre. Mais il nous est agréable de constater que tous les trois sont des œuvres sérieuses et constituent, à des titres divers, des contributions utiles à l'étude statistique des effets de commerce.

Leurs auteurs ont fait preuve de qualités réelles, parfois même très remarquables, en essayant de répondre à notre programme et de triompher des difficultés inhérentes au sujet. La Société de Statistique de Paris ne peut que leur être reconnaissante d'avoir assuré, par leurs laborieuses et savantes recherches, le succès du premier concours ouvert sous le nom d'Émile Mercet.

\*  
\* \*

Disons tout de suite, cependant, que l'un de ces mémoires n'a pu retenir longtemps l'attention de votre Commission chargée de procéder à leur classement et de vous soumettre des propositions en vue de l'attribution du prix Émile Mercet.

C'est celui qui porte la devise : *Olim meminisse juvabit*. Il est, non seulement par rapport aux deux autres, mais en soi et d'une manière absolue, beaucoup trop incomplet. On y trouve à la fois trop de lacunes et trop de hors-d'œuvre.

Ainsi, l'auteur s'est délibérément refusé à la statistique de la masse totale des effets de commerce créés et circulant en France; il a restreint ses recherches aux effets de commerce es-comptés par la Banque de France et par quatre de nos établissements de crédit, le *Comptoir national d'escompte*, le *Crédit industriel et commercial*, le *Crédit Lyonnais* et la *Société générale*. Non content de limiter ainsi ses recherches au point de vue de leur étendue dans l'espace, il les a limitées dans le temps, en les faisant porter uniquement sur les années 1900 à 1911. Il y a là une très regrettable lacune. L'auteur a beau étudier avec beaucoup de soin la circulation des effets de commerce que lui permettent d'observer les comptes rendus annuels de la Banque de France et des quatre établissements qu'il a choisis; il a beau avoir compulsé lui-même, dans le portefeuille de l'un de ces établissements, 476.000 effets de commerce et dégagé de son enquête des indications intéressantes sur le nombre des endossements dont ces effets sont l'objet, son étude reste forcément insuffisante au fond et répond trop imparfaitement au vœu de la Société de Statistique.

Quant aux hors-d'œuvre, ils sont très nombreux dans ce mémoire, ils sont presque toujours dénués d'intérêt, et, comme le travail tout entier du reste, ils révèlent de la part de leur auteur une certaine inexpérience dans l'art de composer et d'écrire. Nous en citerons quelques-uns, à titre d'exemple. C'est, d'abord, la liste de tous les guichets ouverts sur le territoire français par la Banque de France et les quatre établissements de crédit en question. Cette liste, qui ne remplit pas moins de 23 pages du mémoire (p. 13-35), soit plus d'un cinquième du mé-



moire, qui en contient 108, est inutile et fastidieuse. Ce sont ensuite de trop vagues observations sur : 1° le rôle des établissements de crédit ; 2° le rôle de la statistique, qui remplissent les neuf premières pages.

Après cela, et pour en finir, nous remarquerons que l'auteur de ce mémoire s'est privé du secours et des suggestions que fournissent les tableaux graphiques ajoutés aux tableaux de chiffres et qu'il a négligé de rédiger une table des matières, ce qui rend assez difficile la consultation de son travail.

\*  
\* \*

Le mémoire qui porte la devise « Les valeurs mobilisent les ressources » est, au contraire du précédent, une étude très étendue, très nourrie, attestant, chez son auteur, une grande érudition en la matière. On y trouve de nombreux tableaux de chiffres, presque toujours accompagnés de graphiques très soignés qui les éclairent et les complètent fort heureusement.

Pourquoi faut-il que l'auteur ne se soit pas suffisamment mis en garde contre cette erreur qui l'a conduit à croire qu'il devait essayer, pour nous donner l'étude statistique à laquelle nous l'avions convié, de tout dire et de traiter toutes les questions qui se posent à propos des effets de commerce ?

Son vaste ouvrage est plein de faits et de chiffres, on y trouve en grand nombre des chapitres substantiels et des pages excellentes. Mais les hors-d'œuvre y abondent et même y débordent littéralement. Tout ce qu'on peut dire c'est qu'ils ont, en eux-mêmes, assez d'intérêt pour se laisser lire avec plaisir et profit. Mais ils n'en sont pas moins des hors-d'œuvre, et leur présence dans le mémoire est incontestablement de nature à diminuer la valeur de celui-ci.

Voici, par exemple, le chapitre I, pages 5-26, qui, sous le titre : Les Effets de commerce, nous entretient de la monnaie et du crédit, nous expose la théorie juridique des effets de commerce, et même, à propos de la lettre de change et du chèque, entre dans de longs détails historiques (p. 10-13). On dirait que l'auteur a voulu faire une sorte de traité de droit commercial. Il y a là de sa part une manifeste erreur de méthode. Ses développements historico-juridiques sur la lettre de change, le chèque, le billet à ordre, sont à la fois trop longs et trop courts. Ils sont trop longs, parce qu'ils ne sont pas à leur place. Ils sont trop courts, parce que l'on est naturellement enclin à les rapprocher de ceux que mériterait un pareil sujet.

On ne peut pas non plus ne pas critiquer la méthode employée par l'auteur dans ses chapitres II et III ; dans le chapitre II, où, à côté de détails fort utiles sur l'escompte, on en trouve beaucoup qui sont tout à fait en dehors d'une étude qui devrait être principalement statistique ; dans le chapitre III où la Banque de France, les établissements de crédit et les banques locales et régionales sont l'objet d'études séparées constituant de véritables monographies. L'histoire de ces institutions, la description de leur organisation, qui n'ont évidemment rien à faire avec une étude statistique des effets de commerce, tiennent pourtant une grande place dans ces monographies (Voir pour la Banque de France, p. 57-95).

De même, à propos de l'escompte et à propos de la Banque de France, pourquoi l'auteur a-t-il cru devoir se livrer à l'examen d'un certain nombre de questions et prendre parti dans des controverses qui sont d'ordre purement économique et qui ne touchent pas, même de très loin, aux effets de commerce et à leur statistique ?

Pourquoi, par exemple, juge-t-il devoir traiter la question de savoir si la Banque de France doit ou non modifier ses statuts quant au nombre des signatures qu'elle exige ? (Voir p. 145 et sq. et p. 352-353.)

Assurément, la Société de Statistique n'a pas voulu tracer un programme obligatoire pour les auteurs de mémoire. Elle leur a laissé la plus complète liberté de composition. Comment, toutefois, ne pas trouver surprenant que l'auteur de ce mémoire n'ait abordé l'objet précis de l'étude statistique que nous avons sollicitée qu'à la page 253 et qu'il ait rempli six chapitres avant d'arriver à celui qui, normalement, devait être le premier ?

Il est vrai que son chapitre VII sur la valeur et le nombre des effets de commerce est excellent. L'auteur connaît à merveille les procédés d'évaluation du montant des effets de commerce créés et mis en circulation. On voit que les calculs de nos regrettés collègues des Essars et Gaudin lui sont familiers. Il a écrit sur le rapport existant entre le montant des effets de commerce créés et le montant des escomptes des pages pleines d'intérêt (Voir p. 259 et sq.).

On pouvait croire, à partir de ce moment, que l'auteur allait, enfin, rester dans son sujet et sur le terrain purement statistique !

Vain espoir. Les hors-d'œuvre reparaissent avec le chapitre VIII, consacré au billet de banque, pages 268-311, et cette fois le hors-d'œuvre est aggravé par une véritable hérésie juridique et économique. L'auteur ne s'avise-t-il pas de soutenir que le billet de banque est un véritable effet de commerce ?

On aime cependant à constater que le travail est couronné par un chapitre IX rempli de chiffres sur l'escompte des effets de commerce dans dix-huit pays d'Europe et par onze annexes dont quelques-unes ne sont pas des hors-d'œuvre.

\*  
\*\*

Le mémoire intitulé : *Le Règlement par effets de commerce*, et placé sous la devise : « L'établissement d'une banque dans une ville relève la valeur pécuniaire d'une bonne réputation » (GILBART, *Principles of banking*), est celui auquel votre commission, unanime et sans hésitation, vous propose de décerner le prix du concours Émile Mercet (1).

Ce mémoire, avec ses 244 pages d'un grand format et imprimé avec la machine à écrire, est à peu près égal en étendue au mémoire précédent, composé d'environ 400 pages, mais d'un format plus petit et écrites à la main.

Mais il lui est nettement supérieur par le fond et par la forme. Et quand nous parlons de la forme nous visons aussi bien la composition, l'ordre dans la division et la répartition des matières, que le style qui se caractérise par une fermeté et parfois par une élégance remarquables. Les idées générales sont loin d'y faire défaut. Mais elles y sont toujours sobrement exprimées. C'est ainsi que l'auteur ramasse dans les sept à huit pages du début de son mémoire à peu près tout ce que l'on peut dire de plus intéressant sur le rôle actuel des effets de commerce soit dans le commerce intérieur, soit dans le commerce international. A peine nous permettrons-nous de lui reprocher de n'avoir pas pris soin de définir en quelques lignes ce qu'il entend au juste par effets de commerce. Il y a là une légère lacune

---

(1) L'auteur de ce mémoire est M. Gaston ROUILLEAU (*Note de la Rédaction*).

qu'il sera facile de combler au moment de la publication. C'est lui qui a évidemment le mieux compris la pensée de la Société de Statistique, c'est le seul qui ait su faire de la note statistique la note dominante d'un bout à l'autre de son mémoire. C'est lui seul également qui a su ranger les neuf chapitres de son mémoire dans l'ordre même que nous avons indiqué, non sans y avoir mûrement réfléchi, dans le sous-titre donné à notre sujet.

Son chapitre I, consacré à la statistique de la masse des effets de commerce circulant en France, est de premier ordre. On n'y trouve pas les preuves d'érudition accumulées par l'auteur du second mémoire. Mais on y sent une pensée personnelle plus forte et un esprit qui possède supérieurement le sujet. Dans ce chapitre l'auteur expose la méthode qu'il a employée pour évaluer aussi exactement que possible la masse totale des effets de commerce et pour obtenir la décomposition de cette masse en un certain nombre de tranches. Il l'expose très clairement en quelques pages (11-13) qui sont complétées par une annexe assez étendue, pages 230-239. Je me bornerai à noter ici que l'auteur a fondé sa méthode sur un recensement direct fait par lui-même de 8.264 effets portant 12.440 timbres. Les résultats obtenus par l'emploi de cette méthode sont consignés dans un tableau donnant le nombre et la valeur des effets de commerce soumis au timbre français depuis 1842 jusqu'à 1910, alors que les documents les plus anciens cités par le précédent mémoire ne remontent pas au delà de 1847. Dans ce tableau, les effets de commerce sont divisés en cinq catégories : de 100 francs et au-dessous ; de 101 à 500 francs ; de 501 à 1.000 francs ; de 1.001 à 5.000 francs ; au-dessus de 5.000 francs. Des graphiques extrêmement clairs viennent illustrer ce tableau : un graphique donnant la courbe des chiffres globaux et quatre donnant la courbe propre aux effets au-dessous de 100 francs, aux effets de 101 à 500 francs, de 501 à 5.000 francs et aux effets supérieurs à 5.000 francs.

Ces tableaux sont suivis de quelques explications qui les complètent en les éclairant. Mais ces explications sont très étroitement subordonnées au point de vue statistique. L'auteur a toujours su résister à la tentation de nous donner des développements juridiques ou économiques qui ne seraient pas à leur place.

Il faut voir avec quelle simplicité et aussi avec quelle sagacité l'auteur nous montre que l'accroissement de 600 % accusé par la statistique dans la masse des effets de commerce annuellement émis entre 1842 et 1910 est loin de donner la mesure exacte du développement de l'activité commerciale française (p. 20). Il relève fort à propos, à ce sujet, la diversité des causes qui agissent sur l'emploi des effets de commerce ; les unes, comme les progrès de la division du travail, agissant dans le sens de l'accroissement ; les autres, comme le phénomène de l'intégration, agissant dans le sens de la diminution.

Nous avons demandé la répartition des effets de commerce par valeur nominale. L'auteur ne s'est pas borné à nous la donner. Il nous a donné aussi la répartition par mois ou par saisons (p. 26-27) et la répartition géographique dont il a dû les éléments à une obligeante communication de l'Administration des Finances (p. 29-33). Le tableau de cette répartition géographique est l'un des plus instructifs de son mémoire.

Dans la masse des effets de commerce circulant en France, quelle est la part des effets tirés sur la France et la part des effets tirés sur l'étranger ? Cette question, du plus haut intérêt à tant d'égards, ne peut malheureusement pas être directement

résolue par les moyens dont nous disposons. Notre auteur a tenté de la résoudre par des évaluations qui le conduisent à des chiffres très vraisemblables sinon d'une exactitude mathématique. Il évalue à 11 milliards environ la part du papier sur l'étranger circulant en France en 1910, alors que nos exportations, c'est-à-dire nos ventes de marchandises à l'étranger, n'ont pas dépassé 6 milliards 234 millions. Et il arrive à cette conclusion que sur les 40 milliards de francs d'effets de commerce soumis au fisc français, 17 à 18 milliards seraient le résultat d'affaires internationales, la moitié à peine se rapportant à des opérations intérieures.

Le chapitre III, sur la durée et circulation des effets de commerce, est également des plus remarquables. Les rapports entre la durée des effets et la nature des professions de ceux qui les émettent y sont exposés dans un tableau (p. 42-43) qui constitue une contribution tout à fait nouvelle, du moins pour la majorité des économistes et des statisticiens, à l'étude des effets de commerce.

Comme les auteurs des autres mémoires, l'auteur de celui-ci a dû traiter de l'escompte et il n'a pu se dispenser de parler à ce sujet du rôle de la Banque de France et de celui des établissements de crédit. Mais il l'a fait avec toute la sobriété désirable en même temps qu'avec la plus haute compétence. Sa compétence est évidemment celle d'un homme pour lequel la grande industrie de la banque n'a pas de secret.

C'est ainsi qu'il nous a donné de très abondants et très suggestifs détails : 1° sur le mouvement des effets de commerce escomptés par la Banque de France et par les établissements de crédit ; 2° sur le rapport existant entre les effets remis à la Banque de France et le montant des effets timbrés en France ; 3° sur le montant moyen des effets en circulation en France et le portefeuille moyen de la Banque de France. C'est ainsi, enfin, qu'il a pu, grâce à une enquête directe faite également par lui-même et portant sur 1.070 chèques, arriver à déterminer la durée moyenne de l'existence d'un chèque.

Tout ce qu'on peut savoir actuellement, en l'état de nos moyens d'information, sur l'encaissement des effets de commerce, — sur les effets impayés, — sur les effets protestés de 1828 à 1910, pour la France entière, sur leur nombre et leur valeur, par département, de 1905 à 1910, — sur le taux de l'escompte, — sur les frais de manipulation et d'encaissement, tout cela se trouve complètement et très clairement exposé de la page 75 à la page 110 du mémoire.

L'étude statistique des effets de commerce à l'étranger remplit les pages 111 à 212. Vingt pays différents, plus nos colonies françaises sont englobés dans cette étude. On peut dire que là aussi et sur ce point spécial le sujet est épuisé, autant qu'il peut l'être par un écrivain français.

Quand nous aurons dit que viennent ensuite une quinzaine de pages consacrées à des comparaisons internationales, mais à des comparaisons inspirées par la seule préoccupation statistique, et que l'ouvrage se termine par deux substantielles annexes consacrées l'une à la méthode d'évaluation des effets de commerce, l'autre au mouvement des escomptes dans les sociétés de crédit françaises, nous aurons, nous l'espérons, largement justifié la proposition que nous avons l'honneur de vous faire d'attribuer le prix Émile Mercet à l'auteur du mémoire.

Si, comme il faut le souhaiter, ce mémoire est publié, la Société de Statistique de Paris pourra se réjouir d'avoir déterminé son auteur à le composer.

Fernand FAURE.